

Clavans
en Haut-Oisans



PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Clavans en Haut Oisans
38 142 Clavans en Haut Oisans

EN DATE DU 29 JANVIER 2024 à 17H30

L'an deux mille vingt- quatre, le 29 janvier, le Conseil Municipal de la commune de Clavans en Haut Oisans sous la Présidence de M. Marc CROSLAND, Maire.

Étaient présents : Cédric BALME, Jacques CHAPIRON, Sylvain GÂCHE, Gilbert GARNIER, Serge TOMMASI,

Absents excusés : Adrien GARNIER procuration Gilbert GARNIER, Alain PELLORCE procuration à Marc CROSLAND, Marie LECOT procuration à Sylvain GÂCHE

Sylvain GÂCHE a été élu secrétaire de séance

Date de Convocation : Le 23 janvier 2024

Nombre de Conseillers : En Exercice : 9 Présents : 6 Votants : 9

ORDRE DU JOUR

- APPROBATION MODIFICATION DES STATUTS DE LA CCO AU 12/12/2023
- APPROBATION MODIFICATION DES NOUVEAUX STATUTS DU SACO:
ADHESION DES COMMUNES DE MIZOËN, DE VAUJANY ET DE VILLARD-RECLUS AU SYNDICAT D'ASSAINISSEMENT DE L'OISANS ET DE LA BASSE ROMANCHE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF.
- CHANGEMENT SYSTEME DE CHAUFFAGE BATIMENT MAIRIE –FINANCEMENT ET SUBVENTIONS, FOND CHALEUR, DOTATION EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX, DEPARTEMENT
- PROPOSITION DE DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE DANS LE CADRE DES DEMANDES DE SUBVENTIONS AFFECTANT A DES OPERATIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE
- DECISION MODIFICATIVE N°3

DELIBERATIONS

• OBJET : APPROBATION MODIFICATION DES STATUTS DE LA CCO AU 12/12/2023

Monsieur le Maire indique aux membres du conseil que la dernière révision des statuts de la Communauté de Communes de l'Oisans a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire en date du 28 septembre 2017 puis actée par arrêté préfectoral n°38-2017-12-28-005 en date du 28 décembre 2017.

Dans le cadre d'une démarche globale visant à l'élaboration de son Schéma de cohérence territoriale Oisans 2040, et plus globalement de son projet de territoire, les élus de la communauté de communes de l'Oisans ont souhaité interroger divers domaines tels que l'environnement, la mobilité, le logement et le cadre de vie, l'action sociale... et sur la place qui devrait être conférée à l'EPCI dans leur mise en œuvre stratégique et opérationnelle au sein du bloc communal.

Ainsi, par la délibération n°CCO_2023_147 du 12 décembre 2023, la communauté de communes de l'Oisans a approuvé la modification et mise à jour de ses statuts.

Le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Ceci étant exposé, le Conseil Municipal, à 8 voix pour et une abstention, M. Cédric BALME, après en avoir délibéré, décide :

-d'approuver les modifications statutaires susmentionnées de la Communauté de Communes de l'Oisans et les nouveaux statuts en résultant, intégrant l'annexe liée à l'intérêt communautaire, dont le projet figure en annexe de la présente délibération ;

-d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout acte et document tendant à rendre effective cette décision.

• **OBJET : ADHESION DES COMMUNES DE MIZOEN, DE VAUJANY ET DE VILLARD-RECLUS AU SYNDICAT D'ASSAINISSEMENT DES COMMUNES DE L'OISANS ET DE LA BASSE ROMANCHE POUR L'EXERCICE DE LA COMPETENCE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Les communes peuvent adhérer au SACO pour l'exercice de la compétence facultative relative à l'assainissement non collectif. La commune de Clavans a adhéré en 2011.

Par une délibération les communes de MIZOEN, VAUJANY et de VILLARD-RECLUS ont demandé leur adhésion au SACO pour l'exercice de la compétence assainissement non collectif.

Le Conseil Syndical du Syndicat d'Assainissement de l'Oisans et de la Basse-Romanche a accepté l'adhésion des communes à compter du 1^{er} janvier 2024.

Les conseils municipaux de chacune des communes membres du Syndicat d'Assainissement de l'Oisans et de la Basse-Romanche dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur l'admission des nouvelles communes à compter de la date de réception de la demande.

. Considérant que les communes membres du SACO doivent se prononcer sur les demandes d'adhésion de communes nouvelles au SACO dans un délai de trois mois à compter de la délibération du Conseil Syndical du SACO ;
Le Conseil Municipal approuve l'adhésion de ces trois communes au SACO pour l'exercice de la compétence assainissement non collectif.

• **OBJET : CHANGEMENT SYSTEME DE CHAUFFAGE BATIMENT MAIRIE –FINANCEMENT ET SUBVENTIONS FOND CHALEUR DOTATION EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX, DEPARTEMENT**

Après avoir engagé les travaux de rénovation thermique du bâtiment de la mairie (tranche I), il convient de finaliser le financement d'un nouveau système de chauffage.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée l'analyse réalisée par l'AGEDEN et la réflexion menée dans le cadre du changement de la chaudière au fioul du bâtiment de la Mairie.

Suite au retour des études, le choix de l'installation d'une pompe à chaleur à géothermie haut de gamme a été privilégié.

Les entreprises spécialisées (forage et pompe à chaleur) ont été contactées.

Les estimations pour la réalisation du forage s'élèvent à la somme de 28 407 € HT

Celui de l'installation et la mise fonction de la pompe à chaleur 29 935.00 € HT

Les frais annexes, transport de la foreuse depuis le barrage, le terrassement pour l'accès au terrain, le dégazage de la cuve et sa neutralisation en perlite sont à ajouter. L'estimation total de l'opération s'élèverait à 61 000 € HT

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur le Maire à engager les démarches relatives à la réalisation de cette opération

SOLLICITE les soutiens financiers dans le cadre du Contrat de Chaleur Renouvelable, du Territoire Oisans, de la Communauté de Communes ainsi que tout autres financeurs dans la limite réglementaire des 80% du montant hors taxe des travaux

OBJET : DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE DANS LE CADRE DES DEMANDES DE SUBVENTIONS AFFERENTES A DES OPERATIONS ADOPTEES PAR L'ASSEMBLEE

Monsieur le Maire expose :

Les dispositions du code général des collectivités publiques (article L 212-22) permettent au conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences. Dans un souci de favoriser une bonne administration communale, il propose à l'assemblée, pour la durée restante du présent mandat, de l'autoriser à demander à tout organisme financeur les demandes de subventions relatives aux opérations d'investissement adoptées par l'assemblée délibérante.

M. Le Maire précise qu'un compte-rendu des décisions prises par délégations consenties par le Conseil Municipal sera présenté en début de séance.

Conformément à l'article L 2122-17 du code général des collectivités territoriales, les compétences déléguées par le conseil municipal pourront faire l'objet de l'intervention du premier adjoint en cas d'empêchement du maire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **SE PRONONCE**, à l'unanimité, pour cette délégation au Maire
- **AUTORISE** M. le Maire à remplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération

OBJET : REALISATION D'UNE MICROCENTRALE HYDROELECTRIQUE- AUTORISATION DEFRICHAGE - PARCELLES PROPRIETES DE LA COMMUNE DE CLAVANS EN HAUT OISANS SITUEES SUR LA COMMUNE DE BESSE

M. le Maire présente au Conseil municipal une demande de la société SERHY INGENIERIE.

Dans le cadre de la procédure d'autorisation environnementale concernant la création d'une centrale hydroélectrique sur le cours d'eau de la Valette, il est nécessaire que la commune de Clavans en Haut Oisans délibère afin d'autoriser, en tant que propriétaire, la société SERHY INGENIERIE à déposer une demande de défrichement de ses parcelles.

Les parcelles concernées sont :

Adresse	Référence cadastrale
Commune de Besse en Oisans	F 193
Commune de Besse en Oisans	F 194
Commune de Besse en Oisans	F 197
Commune de Besse en Oisans	F 198
Commune de Besse en Oisans	F 199
Commune de Besse en Oisans	F 200

Le conseil municipal, après avoir délibéré, décide :

- **D'AUTORISER** la société SERHY à déposer une demande de défrichement pour le compte de la commune de Clavans en Haut Oisans, propriétaire des parcelles énumérées ci-dessus
- **PRECISE** que ces parcelles n'ont pas été parcourues par un incendie depuis ces 15 dernières années.

DECISION MODIFICATIVE N°3

REPRISE DE SUBVENTION - OPERATION D'ORDRE

Objets : VIREMENT DE CREDITS REPRISE SUBV

INVESTISSEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Operation	Montant	Article (Chap.) - Operation	Montant
13911 (041) : Etat et établissements nation	985,00		
139148 (041) : Autres communes	-985,00		
	0,00		

FONCTIONNEMENT

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.) - Operation	Montant	Article (Chap.) - Operation	Montant
		777 (043) : Quote-part des subv.d'inv.trans	985,00
		777 (043) : Quote-part des subv.d'inv.trans	-985,00
			0,00
Total Dépenses	0,00	Total Recettes	0,00

QUESTIONS DIVERSES

◊ AUBERGE FIN DE CONTRAT

La municipalité ayant pris la décision de ne pas renouveler le contrat d'affermage des gérants actuels, celui-ci prendra le 13 juillet 2024. Un courrier leur sera adressé.

Afin de préparer la fin du contrat d'affermage et la reprise de l'auberge du Savel, la commission devra se réunir afin de finaliser le cahier des charges.

◊ EGLISE

L'entreprise en charge de l'entretien et la maintenance des cloches de l'église, la Société Annécienne Equipements., est intervenue afin de procéder au changement des kits cuir des battants.

Notre prestataire S.A.E, a adressé un devis afin de permettre le changement de l'armoire défectueuse de la sonnerie défectueuse depuis quelques semaines.

Le montant s'élève à la somme de 1 767.00 € HT.

Il est décidé, après discussion, de voir s'il est envisageable d'associer les travaux de zinguerie nécessaires, en toiture de l'abside.

◊ ROBINETS POUSSOIRS FONTAINES

Nous sommes en attente de devis concernant la fourniture de robinets poussoirs. Une opportunité de robinets poussoirs en laiton se présenterait, une option idéale pour le côté esthétique.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 19h00
Le Secrétaire de séance, M. Sylvain GÂCHE



Bon pour affichage
Le Maire, Marc CROSLAND

